

A R R E T E N° 2023-152

**MAIRIE
de VALENTIGNEY**

**AUTORISATION DE TRAVAUX
DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE L'ETAT**

Demande déposée le 11/05/2023 et complétée le 11/05/2023

N° AT 025 580 23A0007

Par :	Commune de VALENTIGNEY représentée par M. Philippe GAUTIER
Demeurant à :	6, Place Emile Peugeot 25700 VALENTIGNEY
Sur un terrain sis à :	Médiathèque Jules Carrez 16 bis rue Etienne Oehmichen 25700 VALENTIGNEY BI 517

Monsieur le Maire de la Ville de VALENTIGNEY

En application de l'article L.122-3 du Code de la Construction et de l'Habitation (accessibilité aux personnes handicapées pour réaliser des travaux ou aménagements non soumis à permis de construire),

Délivré par le Maire au nom de l'Etat en application des articles R.111-19-14, R.123-1 à R.123-21 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des Etablissements Recevant du Public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation,
Vu le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à l'accessibilité des Etablissements Recevant du Public,

Vu le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014,

Vu l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 fixant les dispositions techniques relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création,

Vu le décret n°2014-1327 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création,

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-7 à R.111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situé dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public,

Vu l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des Etablissements Recevant du Public lors de leur construction et les installations ouvertes au public lors de leur aménagement,

ARRETE N° 2023-152

Vu l'arrêté du 27 avril 2015,

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014,

Vu l'article L.111-1-3 du Code de la Construction et de l'Habitation relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public,

Vu le rapport en date du 11 mai 2023 et présenté à la commission d'accessibilité d'Arrondissement de Montbéliard,

Considérant l'avis favorable émis par la commission d'accessibilité aux personnes handicapées de l'arrondissement de Montbéliard réunie en date du 25 mai 2023, extrait du procès-verbal réceptionné en mairie le 06 juin 2023,

ARRETE**Article 1 :**

L'autorisation d'aménager est **accordée** pour le projet décrit dans la demande susvisée, concernant le projet suivant : **Travaux d'aménagement et de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité de la Médiathèque Jules Carrez**, présenté par la Commune de Valentigney représentée par M. Philippe GAUTIER,

Article 2 :

Le demandeur est tenu, le cas échéant, à **l'exécution des prescriptions** émises dans l'extrait du procès-verbal de la Commission d'Accessibilité d'Arrondissement de Montbéliard ci-joint,

Article 3 :

Le présent arrêté est applicable **dès transmission en Sous-Préfecture, affichage et notification au demandeur**,

Article 4 :

Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le département de mettre en œuvre la procédure énoncée à l'article L.2131-6,

Article 5 :

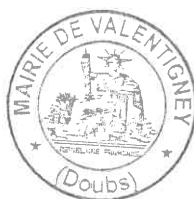
Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

Transmis à la sous-préfecture le :

Affiché le :

Notifié le :

07 SEPT 2023



VALENTIGNEY, le 05 septembre 2023

**Pour le Maire,
L'adjointe déléguée**

Lise VURPILLOT

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.
Elle est exécutoire à compter de sa réception*